



BRP INC. RAPPORT DE GESTION POUR LE TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 AVRIL 2018

Le présent rapport de gestion fournit de l'information sur la situation financière et les résultats d'exploitation de BRP inc. (la « Société » ou « BRP ») pour le premier trimestre de l'exercice se terminant le 31 janvier 2019. Il devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre terminé le 30 avril 2018, ainsi qu'aux états financiers consolidés audités et au rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 janvier 2018. Certaines informations contenues dans le présent rapport de gestion contiennent des déclarations prospectives assorties de risques et d'incertitudes. Les résultats réels pourraient différer de façon importante des énoncés prospectifs sous-jacents en raison de divers facteurs, y compris ceux décrits à la rubrique « Énoncés prospectifs » du présent rapport de gestion. Le présent rapport de gestion reflète l'information dont dispose la Société au 30 mai 2018.

Mode de présentation

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Tous les montants sont présentés en dollars canadiens, sauf indication contraire. L'exercice de la Société compte 12 mois et se termine le 31 janvier. Toute référence dans ce rapport de gestion à l'« exercice 2019 », à l'« exercice 2018 » et à l'« exercice 2017 » de la Société s'entend des exercices se terminant les 31 janvier 2019, 2018 et 2017, respectivement. À la suite de l'adoption d'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, et d'IFRS 9, *Instruments financiers*, les chiffres correspondants figurant dans le présent rapport de gestion ont été retraités, comme l'explique la note 15 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre terminé le 30 avril 2018.

Le présent rapport de gestion a été approuvé par le conseil d'administration le 30 mai 2018 et se fonde sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et les notes afférentes pour les trimestres terminés les 30 avril 2018 et 2017.

La catégorie des produits toutes saisons de la Société comprend des véhicules tout-terrain (appelés « VTT »), des véhicules côte à côte (appelés « VCC ») et des véhicules à trois roues (Spyder) (appelés « V3R »); la catégorie des produits saisonniers comprend des motomarines et des motoneiges; et la catégorie des systèmes de propulsion comprend des moteurs hors-bord et à jet à injection directe pour bateaux, ainsi que des moteurs de karts, de motocyclettes et d'avions récréatifs que la Société vend à de tierces parties. Les « PAV » de la Société comprennent les pièces, accessoires et vêtements et les autres services vendus à de tierces parties.

Énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs qui portent sur les plans, les attentes et intentions, les résultats, le degré d'activité, le rendement, les objectifs ou les réalisations actuels et futurs de la Société ou sur d'autres événements ou faits nouveaux à venir. Les énoncés prospectifs se reconnaissent à l'emploi de termes comme « pouvoir », « devoir », « s'attendre à », « planifier », « avoir l'intention de », « prévisions », « tendances », « indications », « croire », « être d'avis que », « estimer », « prévoir », « probable », « potentiel » ou « éventuel », au futur ou au conditionnel, à la forme affirmative ou négative, ou à l'emploi de leurs variantes ou de termes comparables.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les estimations et les hypothèses que la Société a établies à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances historiques, de la conjoncture actuelle et des événements futurs prévus, ainsi que sur d'autres facteurs qu'elle croit pertinents et raisonnables dans les circonstances, mais rien ne garantit que ces estimations et hypothèses se concrétiseront ni que les objectifs et les plans d'affaires et les priorités stratégiques seront atteints.



De nombreux facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, le degré d'activité, les réalisations ou le rendement réels de la Société ou les événements ou faits nouveaux à venir diffèrent considérablement de ceux exprimés ou sous-entendus dans les énoncés prospectifs, notamment les facteurs suivants, qui sont analysés plus en détail à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la Société : l'incidence de conditions économiques défavorables sur les dépenses à la consommation; le fléchissement de l'acceptation sociale des produits de la Société; les fluctuations des taux de change; les niveaux d'endettement élevés; l'indisponibilité de capitaux supplémentaires; les conditions météorologiques défavorables; les fluctuations saisonnières des ventes; l'incapacité à se conformer aux lois qui portent sur la sécurité des produits, la santé, l'environnement et la pollution par le bruit; l'importance des frais fixes; l'incapacité de concessionnaires et de distributeurs d'obtenir un accès convenable à du capital; la survenance de difficultés d'approvisionnement; la résiliation ou l'interruption des ententes d'approvisionnement ou encore l'augmentation du coût des matériaux; la concurrence que subissent les gammes de produits de la Société; l'incapacité à mettre fructueusement en œuvre une stratégie de croissance; les ventes et les activités internationales; la défaillance de systèmes de technologie de l'information ou une atteinte à la sécurité; la perte de hauts dirigeants ou d'employés qui possèdent une connaissance spécialisée du marché et des compétences techniques; l'incapacité à maintenir et à améliorer la réputation et les marques de commerce; les réclamations importantes liées aux produits; les réclamations liées à la garantie des produits ou les rappels de produits qui donnent lieu à des réparations ou à des remplacements importants de produits; la dépendance envers un réseau de concessionnaires et de distributeurs indépendants; l'incapacité à assurer une bonne gestion des niveaux des stocks; la violation de droits de propriété intellectuelle et tout litige connexe; l'incapacité à mettre fructueusement en œuvre une stratégie de fabrication; les clauses restrictives contenues dans des accords de financement ou d'autres contrats importants; la modification des lois fiscales ou l'existence d'obligations fiscales imprévues; la détérioration des relations entretenues avec les employés; le passif des régimes de retraite; les catastrophes naturelles; la non-souscription d'une assurance convenable; la volatilité du cours des actions à droit de vote subalterne de BRP; l'exercice d'activités par l'intermédiaire de filiales; l'influence notable de Beaudier Inc. et 4338618 Canada Inc. (collectivement, le « groupe Beaudier »), ainsi que de Bain Capital Luxembourg Investments S.à r.l. (« Bain Capital »); les ventes futures d'actions de BRP par le groupe Beaudier, Bain Capital ou des administrateurs, des dirigeants ou des membres de la haute direction de la Société. Ces facteurs ne constituent pas une liste exhaustive des facteurs qui peuvent avoir une incidence sur la Société; toutefois, ils doivent être étudiés attentivement.

Les énoncés prospectifs ont pour but de décrire aux lecteurs les attentes de la direction au sujet de la performance financière de la Société et ils peuvent ne pas être pertinents à d'autres fins; les lecteurs ne doivent pas se fier indûment aux énoncés prospectifs figurant aux présentes. En outre, à moins d'indication contraire, les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion sont faits en date des présentes, et la Société n'a pas l'intention et décline toute obligation de les mettre à jour ou de les réviser à la lumière de nouveaux éléments d'information, d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, sauf si elle y est tenue en vertu de la réglementation en valeurs mobilières applicable. Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion sont présentés expressément sous réserve de la présente mise en garde.

Mesures non définies par les IFRS

Le présent rapport de gestion renvoie à certaines mesures non définies par les IFRS. Ces mesures ne sont pas reconnues par les IFRS, n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et sont donc difficilement comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Ces mesures sont plutôt fournies à titre d'information additionnelle en complément des mesures définies par les IFRS, de manière à favoriser une compréhension approfondie des résultats d'exploitation de la Société du point de vue de la direction. Ainsi, ces mesures ne devraient pas être considérées de manière isolée ni en remplacement de l'analyse de l'information financière de la Société présentée en vertu des IFRS. La Société utilise des mesures non définies par les IFRS, y compris le BAIIA normalisé, le bénéfice net normalisé, la charge d'impôt normalisée, le taux d'imposition effectif normalisé, le bénéfice de base normalisé par action et le bénéfice dilué normalisé par action.



Le BAIIA normalisé est présenté afin d'aider les investisseurs à évaluer la performance financière des activités d'exploitation de la Société sur une base continue en excluant certains éléments hors trésorerie, comme la charge d'amortissement, la charge de perte de valeur et le gain ou la perte de change sur la dette à long terme libellée en dollars américains de la Société. D'autres éléments, comme les coûts de restructuration, pourraient également être exclus du bénéfice net lors du calcul du BAIIA normalisé étant donné qu'ils sont considérés comme n'étant pas représentatifs de la performance opérationnelle de la Société. Le bénéfice net normalisé, la charge d'impôt normalisée, le taux d'imposition effectif normalisé, le bénéfice de base normalisé par action et le bénéfice dilué normalisé par action tiennent compte, en plus de la performance financière des activités d'exploitation, de l'incidence des activités d'investissement, des activités de financement et de l'impôt sur le résultat sur les résultats financiers de la Société.

La Société est d'avis que les mesures non définies par les IFRS constituent des mesures additionnelles importantes de la performance financière, car elles éliminent les éléments qui ont moins d'incidence sur la performance financière de la Société, faisant ainsi ressortir les tendances de ses principales activités qui pourraient ne pas être apparentes lorsque l'on se fie uniquement aux mesures financières définies par les IFRS. La Société est également d'avis que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées utilisent fréquemment des mesures non définies par les IFRS dans leur évaluation des émetteurs, dont une grande partie utilise des mesures semblables dans la présentation de ses résultats. La direction utilise aussi des mesures non définies par les IFRS afin de faciliter les comparaisons de la performance financière d'une période à l'autre, de préparer les budgets d'exploitation annuels, d'évaluer la capacité de la Société à satisfaire ses besoins futurs en matière de service de la dette, de dépenses d'investissement et de fonds de roulement, et également à titre de composante dans le calcul de la rémunération incitative à court terme des employés de la Société. Comme d'autres sociétés peuvent calculer différemment ces mesures non définies par les IFRS, ces paramètres ne sont pas comparables à des mesures désignées de façon semblable présentées par d'autres sociétés.

Le BAIIA normalisé s'entend du bénéfice net avant les frais financiers, les produits financiers, la charge (l'économie) d'impôt, la charge d'amortissement et les éléments normalisés. Le bénéfice net normalisé s'entend du bénéfice net avant les éléments normalisés ajustés pour tenir compte de l'incidence fiscale sur ces éléments. La charge d'impôt normalisée s'entend de la charge d'impôt ajustée pour tenir compte de l'incidence fiscale sur les éléments normalisés et pour normaliser certains éléments d'impôts spécifiques. Le taux d'imposition effectif normalisé est fondé sur le bénéfice net normalisé avant la charge d'impôt normalisée. Le bénéfice normalisé par action – de base et le bénéfice normalisé par action – dilué sont respectivement calculés en divisant le bénéfice net normalisé par le nombre moyen pondéré d'actions – de base et le nombre moyen pondéré d'actions – dilué. La Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique « Principales données financières consolidées » du présent rapport de gestion pour connaître les rapprochements entre le BAIIA normalisé et le bénéfice net normalisé présentés par la Société et les mesures définies par les IFRS les plus directement comparables.

Aperçu

BRP est un chef de file mondial dans les domaines de la conception, du développement, de la fabrication, de la distribution et de la commercialisation de véhicules récréatifs motorisés et de systèmes de propulsion. La Société est un des fabricants de véhicules récréatifs motorisés et de systèmes de propulsion les plus diversifiés, et elle offre aux amateurs une variété de produits passionnants, stylés et puissants pouvant être utilisés toute l'année sur divers types de terrains. Le portefeuille de marques et de produits diversifiés de la Société comprend les VTT, les VCC et les V3R Can-Am, les motoneiges Ski-Doo et Lynx, les motomarines Sea-Doo, ainsi que les systèmes de propulsion que sont les moteurs hors-bord Evinrude et les moteurs Rotax pour les bateaux à jet à injection directe, les karts, les motocyclettes et les avions récréatifs. La Société offre également des PAV liés à sa gamme de produits.

La Société emploie environ 10 100 personnes, principalement dans des centres de fabrication et de distribution situés au Mexique, au Canada, en Autriche, aux États-Unis et en Finlande. La Société vend ses produits dans plus de 100 pays. Les produits sont vendus directement par l'intermédiaire d'un réseau d'environ 3 200 concessionnaires dans 21 pays, ainsi que par l'intermédiaire d'un réseau d'environ 185 distributeurs servant environ 915 concessionnaires additionnels.



Faits saillants du trimestre terminé le 30 avril 2018

La performance financière de la Société pour le trimestre terminé le 30 avril 2018, par rapport au trimestre terminé le 30 avril 2017, se résume comme suit :

- Les revenus ont totalisé 1 136,7 millions de dollars, soit une augmentation de 159,8 millions de dollars, ou 16,4 %.
- La marge brute a totalisé 281,6 millions de dollars, ce qui représente 24,8 % des revenus, soit une augmentation de 54,5 millions de dollars, ou de 160 points de base.
- Le BAIIA normalisé^[1] s'est chiffré à 126,6 millions de dollars, ce qui représente 11,1 % des revenus, soit une hausse de 26,0 millions de dollars.
- Le bénéfice net s'est chiffré à 13,4 millions de dollars, soit une augmentation de 18,3 millions de dollars, ce qui a donné lieu à un bénéfice dilué par action de 0,13 \$, en hausse de 0,18 \$ par action.
- Le bénéfice net normalisé^[1] a totalisé 53,5 millions de dollars, soit une augmentation de 10,7 millions de dollars, ce qui a donné lieu à un bénéfice dilué normalisé par action^[1] de 0,52 \$, en hausse de 0,14 \$ par action.

De plus, au cours du trimestre terminé le 30 avril 2018 :

- La Société a annoncé qu'elle lancerait un modèle de distribution directe en Russie au cours de l'été 2018 afin de soutenir sa stratégie de croissance et d'accroître sa présence dans le pays.
- La Société a élargi sa gamme de véhicules côte à côte avec l'ajout de deux modèles Can-Am Maverick Sport munis d'un empattement de 60 pouces.

^[1] Se reporter à la rubrique « Mesures non définies par les IFRS ».

Événements postérieurs à la date de clôture

Le 23 mai 2018, la Société a refinancé sa facilité à terme afin d'augmenter le montant en capital de 111,0 millions de dollars américains, ce qui porte le montant en capital total à 900,0 millions de dollars américains, ainsi que pour reporter son échéance de juin 2023 à juin 2025 et pour diminuer les coûts d'emprunt de 0,50 %.

Le même jour, la Société a refinancé ses facilités de crédit renouvelables de 475,0 millions de dollars afin d'augmenter de 100,0 millions de dollars le montant pouvant être prélevé sur celles-ci, soit un montant total de 575,0 millions de dollars, ainsi que pour reporter son échéance de juin 2021 à juin 2023 et pour diminuer les coûts d'emprunt de 0,25 %.

Facteurs ayant une incidence sur le rendement de la Société

Revenus et coûts du programme de vente

Les revenus de la Société sont principalement tirés de la vente aux concessionnaires et aux distributeurs des véhicules qu'elle fabrique, y compris les produits toutes saisons, les produits saisonniers et les systèmes de propulsion, ainsi que les PAV connexes. Les revenus sont habituellement comptabilisés lorsque les produits sont expédiés aux concessionnaires ou aux distributeurs depuis les installations de la Société.

Afin de soutenir les activités de vente en gros de la Société et les activités de détail des concessionnaires et des distributeurs, la Société peut fournir divers programmes de vente consistant en des incitatifs monétaires et non monétaires. Les incitatifs monétaires se composent principalement de rabais accordés aux concessionnaires, aux distributeurs et aux clients, d'une ristourne accordée aux concessionnaires et aux distributeurs, d'une période de couverture gratuite ou prolongée accordée en vertu de programmes de financement des stocks à l'intention des concessionnaires et des distributeurs et de programmes de financement au détail. Le coût de ces incitatifs monétaires est comptabilisé en réduction des revenus. Les incitatifs non monétaires se composent principalement de garanties prolongées ou de



PAV gratuits. Quand une garantie prolongée est accordée lors de l'achat d'un produit, une tranche des revenus comptabilisés lors de la vente de ce produit devrait être différée et comptabilisée pendant la période de couverture de la garantie prolongée. Le coût des PAV gratuits est comptabilisé dans le coût des ventes.

Le soutien fourni aux concessionnaires, aux distributeurs et aux clients a tendance à augmenter lorsque la conjoncture économique est difficile, lorsque les conditions du marché changent et exigent le lancement de nouveaux programmes ou de programmes plus dynamiques, ou lorsque le niveau des stocks des concessionnaires et des distributeurs est jugé trop élevé.

En vertu des ententes de financement des stocks des concessionnaires et des distributeurs, la Société pourrait avoir à racheter des produits neufs inutilisés advenant certains manquements de la part de concessionnaires ou de distributeurs. Les coûts de reprise de possession ont tendance à être plus élevés lorsque les concessionnaires ou les distributeurs font face à des conditions de vente au détail difficiles persistantes et lorsque leur niveau de stocks non courants est élevé. Au cours du dernier exercice et de l'exercice en cours, la Société n'a pas connu de reprises de possession importantes en vertu des ententes de financement des stocks des concessionnaires et des distributeurs. Se reporter à la rubrique « Arrangements hors bilan » du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements sur les ententes de financement relatives aux stocks des concessionnaires et des distributeurs.

Coût des matières

Environ 75 % du coût des ventes de la Société se compose des matières utilisées lors du processus de fabrication. Par conséquent, la Société est exposée à la fluctuation du prix de certaines matières premières, comme l'aluminium, l'acier, le plastique, les résines, l'acier inoxydable, le cuivre, le caoutchouc et certains métaux du groupe des terres rares. La Société est également exposée à la fluctuation des prix du carburant relativement à ses activités d'approvisionnement et de distribution. La Société ne couvre pas son exposition à long terme à de telles fluctuations du prix; par conséquent, une hausse du prix des marchandises pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats d'exploitation de la Société dans l'éventualité où celle-ci serait incapable de transférer de telles hausses de coûts à ses concessionnaires, à ses distributeurs ou à ses consommateurs.

Coût au titre des garanties

Les garanties offertes sur les produits fabriqués par la Société couvrent généralement des périodes allant de six mois à trois ans pour la plupart des produits. Dans certaines circonstances, en vertu par exemple de certains programmes de vente, pour certains comptes commerciaux ou conformément à des règlements locaux, la Société offre des garanties prolongées. Au cours de la période de garantie, la Société s'engage à rembourser aux concessionnaires et aux distributeurs la totalité du coût des réparations ou des remplacements effectués relativement aux produits (à savoir principalement les pièces ou les accessoires fournis par la Société et les coûts de main-d'œuvre engagés par les concessionnaires ou les distributeurs). De plus, la Société vend, dans le cours normal des activités, et donne, en vertu de certains programmes de vente, des garanties prolongées sur ses produits.

Dans le cadre de son processus de développement, la Société s'assure que chaque stade du développement d'un nouveau produit respectera des normes de qualité supérieure. Cette approche comprend la conception de spécifications détaillées des produits, l'évaluation de la qualité du réseau d'approvisionnement et des méthodes de fabrication, ainsi que des exigences de tests détaillés lors du stade de développement des produits. Des inspections de qualité, effectuées durant le processus de fabrication et une fois celui-ci terminé, assurent également la qualité des produits.

La Société enregistre une provision au titre des garanties régulières lorsque les produits sont vendus. Bien que la direction soit d'avis que la Société, en fonction de l'information actuellement disponible, dispose de provisions suffisantes pour couvrir les réclamations futures au titre des garanties sur les produits vendus, les montants des réclamations futures pourraient différer de façon importante des provisions comptabilisées aux états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière. Dans le cas des garanties prolongées, les réclamations sont inscrites dans le coût des ventes lorsqu'elles sont engagées.



Taux de change

Les revenus de la Société sont présentés en dollars canadiens, mais sont principalement générés en dollars américains, en dollars canadiens et en euros. Les revenus de la Société présentés en dollars canadiens sont exposés, dans une moindre mesure, aux fluctuations du dollar australien, du real brésilien, de la couronne suédoise et de la couronne norvégienne. Les coûts engagés par la Société sont principalement libellés en dollars canadiens, en dollars américains et en euros, et, dans une moindre mesure, en pesos mexicains. Par conséquent, les revenus, la marge brute et le bénéfice d'exploitation présentés en dollars canadiens sont exposés aux fluctuations des taux de change. Les installations de la Société, qui sont situées dans différents pays, permettent d'atténuer son exposition par rapport aux différentes devises.

La Société avait un solde exigible de 789,0 millions de dollars américains en vertu de sa facilité à terme de 800,0 millions de dollars américains (la « facilité à terme » ou la « convention de crédit à terme »), ce qui donne lieu à un gain ou à une perte au résultat de la Société lorsque le taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien, à la clôture d'une période, diffère de celui à l'ouverture de cette période. Les charges d'intérêts de la Société sur la facilité à terme sont également exposées aux fluctuations du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien. Actuellement, la Société ne couvre pas l'exposition aux fluctuations du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien découlant de sa facilité à terme; par conséquent, une hausse de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien pourrait avoir une incidence défavorable sur le bénéfice net de la Société.

Pour plus de détails sur l'exposition de la Société aux fluctuations des taux de change, se reporter à la rubrique « Instruments financiers – Risque de change » du présent rapport de gestion.

Frais financiers nets (frais financiers diminués des produits financiers)

Les frais financiers nets sont principalement engagés relativement à la dette à long terme, au passif au titre des régimes de retraite à prestations définies et aux facilités de crédit renouvelables. Au 30 avril 2018, la dette à long terme de la Société s'établissait à 1 057,5 millions de dollars, montant principalement composé de la facilité à terme, qui porte intérêt au taux LIBOR majoré de 2,50 %. La Société ne couvre pas son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt. Par conséquent, une hausse des taux d'intérêt pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats d'exploitation de la Société.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt sur le résultat des juridictions, pays, états et provinces où elle exerce des activités. Le taux d'imposition prévu par la loi canadienne s'établissait à 26,7 % pour le trimestre terminé le 30 avril 2018. Cependant, le taux d'imposition effectif consolidé de la Société dépend de divers facteurs, dont la répartition des profits ou des pertes comptables avant impôt enregistrés dans différentes juridictions fiscales au sein desquelles elle exerce ses activités et le gain ou la perte de change relativement à la facilité à terme. La Société s'attend à payer des impôts en espèces dans toutes les juridictions où elle exerce des activités pour l'exercice se terminant le 31 janvier 2019, à l'exception des États-Unis, où elle prévoit utiliser ses attributs fiscaux pour compenser son bénéfice imposable ou l'impôt à payer.

Caractère saisonnier

Les revenus et le bénéfice d'exploitation de la Société subissent d'importantes fluctuations d'un trimestre à l'autre. En général, les ventes en gros de produits de la Société sont les plus élevées au cours de la période précédant immédiatement leur saison d'utilisation et au cours de cette saison. Cependant, la composition des produits vendus peut varier de façon importante dans le temps en raison des variations de la demande saisonnière et géographique, de l'introduction de nouveaux modèles et produits et de l'échéancier de production de certains types de produits. Par conséquent, il est probable que les résultats financiers de la Société varieront de façon importante d'une période à l'autre.



Principales données financières consolidées

Les principales données financières consolidées présentées ci-après pour les trimestres terminés les 30 avril 2018 et 2017 sont tirées des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et des notes afférentes approuvés le 30 mai 2018.

Données sur le bénéfice net

(en millions de dollars canadiens)	Trimestres terminés les	
	30 avril 2018	30 avril 2017
		Retraité ^[1]
Revenus par catégorie		
Produits toutes saisons	526,6 \$	396,1 \$
Produits saisonniers	350,4	324,3
Systèmes de propulsion	91,1	101,9
PAV	168,6	154,6
Revenus totaux	1 136,7	976,9
Coût des ventes	855,1	749,8
Marge brute	281,6	227,1
<i>En pourcentage des revenus</i>	24,8 %	23,2 %
Charges d'exploitation		
Vente et marketing	83,0	70,5
Recherche et développement	55,6	50,1
Frais généraux et administratifs	48,7	43,5
Autres charges d'exploitation	8,1	2,6
Total des charges d'exploitation	195,4	166,7
Bénéfice d'exploitation	86,2	60,4
Frais financiers nets	11,5	11,8
Perte de change sur la dette à long terme	41,5	44,2
Bénéfice avant impôt	33,2	4,4
Charge d'impôt	19,8	9,3
Bénéfice net (perte nette)	13,4 \$	(4,9) \$
Montant attribuable aux actionnaires	13,3 \$	(5,1) \$
Montant attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	0,1 \$	0,2 \$
BAIIA normalisé^[2]	126,6 \$	100,6 \$
Bénéfice net normalisé^[2]	53,5 \$	42,8 \$

^[1] Données retraitées pour refléter l'adoption d'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, et d'IFRS 9, *Instruments financiers*, comme l'explique la note 15 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre terminé le 30 avril 2018.

^[2] Se reporter à la rubrique « Mesures non définies par les IFRS ».



Données sur la situation financière

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2018	Au 31 janvier 2018
		Données retraitées ^[1]
Trésorerie	172,8 \$	226,0 \$
Fonds de roulement	(166,9)	(92,9)
Immobilisations corporelles	785,9	766,8
Total de l'actif	2 643,7	2 623,6
Facilités de crédit renouvelables et découvert bancaire	4,2	—
Total des passifs financiers non courants	1 064,4	1 022,8
Total du passif	3 009,8	2 915,6
Déficit	(366,1)	(292,0)

^[1] Données retraitées pour refléter l'adoption d'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, et d'IFRS 9, *Instruments financiers*, comme l'explique la note 15 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre terminé le 30 avril 2018.

Autres données financières

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)	Trimestres terminés les	
	30 avril 2018	30 avril 2017
		Données retraitées ^[1]
Revenus par territoire		
États-Unis	623,9 \$	524,7 \$
Canada	162,9	143,2
International ^[2]	349,9	309,0
	1 136,7 \$	976,9 \$
 Dividendes déclarés par action	 0,09 \$	 — \$
 Nombre moyen pondéré d'actions – de base	 100 620 438	 111 751 789
Nombre moyen pondéré d'actions – dilué	101 821 392	111 751 789
Nombre moyen pondéré d'actions – dilué (normalisé)	101 821 392	112 226 870
 Bénéfice (perte) par action – de base	 0,13 \$	 (0,05) \$
Bénéfice (perte) par action – dilué(e)	0,13	(0,05)
Bénéfice normalisé par action – de base ^[3]	0,53	0,38
Bénéfice normalisé par action – dilué ^[3]	0,52	0,38

^[1] Données retraitées pour refléter l'adoption d'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, et d'IFRS 9, *Instruments financiers*, comme l'explique la note 15 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre terminé le 30 avril 2018.

^[2] International s'entend de tous les pays sauf les États-Unis et le Canada.

^[3] Se reporter à la rubrique « Mesures non définies par les IFRS ».



Tableaux de rapprochement

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le bénéfice net et le bénéfice net normalisé^[1] et le rapprochement entre le bénéfice net et le BAIIA normalisé^[1].

(en millions de dollars canadiens)	Trimestres terminés les	
	30 avril 2018	30 avril 2017
		Données retraitées ^[2]
Bénéfice net (perte nette)	13,4 \$	(4,9) \$
Éléments normalisés		
Perte de change sur la dette à long terme	41,5	44,2
Coûts de restructuration et coûts connexes ^[3]	0,2	—
Perte découlant d'un litige ^[4]	0,6	4,8
Autres éléments	(2,0)	—
Ajustement au titre de l'impôt	(0,2)	(1,3)
Bénéfice net normalisé^[1]	53,5	42,8
Charge d'impôt normalisée ^[1]	20,0	10,6
Frais financiers	14,1	12,5
Produits financiers ajustés	(0,6)	(0,7)
Amortissement	39,6	35,4
BAIIA normalisé^[1]	126,6 \$	100,6 \$

^[1] Se reporter à la rubrique « Mesures non définies par les IFRS ».

^[2] Données retraitées pour refléter l'adoption d'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, et d'IFRS 9, *Instruments financiers*, comme l'explique la note 15 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre terminé le 30 avril 2018.

^[3] La Société procède, de temps à autre, à des activités de restructuration et de réorganisation afin d'améliorer sa flexibilité et son efficacité. Les coûts liés à ces activités sont principalement composés de coûts au titre des indemnités de départ et de salaires au titre du maintien en poste du personnel.

^[4] La Société est partie à des litiges concernant des violations de brevets avec l'un de ses concurrents.

Résultats d'exploitation

Analyse des résultats pour le premier trimestre de l'exercice 2019

La rubrique suivante présente un sommaire de la performance financière de la Société pour le trimestre terminé le 30 avril 2018, par rapport à la période correspondante terminée le 30 avril 2017.

Revenus

Les revenus ont augmenté de 159,8 millions de dollars, ou 16,4 %, pour atteindre 1 136,7 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2018, comparativement à 976,9 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 30 avril 2017. L'augmentation des revenus est principalement attribuable à la hausse des ventes en gros des produits toutes saisons, en partie contrebalancée par une fluctuation défavorable du taux de change de 13 millions de dollars.

Les ventes au détail de véhicules récréatifs motorisés et de moteurs hors-bord de la Société en Amérique du Nord ont augmenté de 9 % pour le trimestre terminé le 30 avril 2018 par rapport au trimestre terminé le 30 avril 2017, essentiellement en raison d'une augmentation des ventes de véhicules côte à côte.

Au 30 avril 2018, les stocks de véhicules récréatifs motorisés et de moteurs hors-bord des concessionnaires nord-américains ont augmenté de 9 %, par rapport au 30 avril 2017, principalement en raison des motomarines.

Les tendances importantes par catégorie s'établissaient comme suit :

Produits toutes saisons

Les revenus tirés des produits toutes saisons ont augmenté de 130,5 millions de dollars, ou 32,9 %, pour atteindre 526,6 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2018, comparativement à 396,1 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 30 avril 2017. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse du volume de ventes de véhicules côte à côte et de V3R, facteur en partie contrebalancé par une fluctuation défavorable du taux de change de 8 millions de dollars.

Les ventes au détail de produits toutes saisons en Amérique du Nord ont augmenté d'un niveau de pourcentage se situant dans le bas de la tranche de 10 à 20 pour cent par rapport au trimestre terminé le 30 avril 2017.

Produits saisonniers

Les revenus tirés des produits saisonniers ont augmenté de 26,1 millions de dollars, ou 8,0 %, pour atteindre 350,4 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2018, comparativement à 324,3 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 30 avril 2017. L'augmentation découle principalement de la hausse du volume de ventes de motomarines, facteur en partie contrebalancé par une fluctuation défavorable des taux de change de 5 millions de dollars.

Les ventes au détail de produits saisonniers en Amérique du Nord ont augmenté d'un niveau de pourcentage se situant dans le bas de la tranche de 10 à 20 pour cent par rapport au trimestre terminé le 30 avril 2017.

Systemes de propulsion

Les revenus tirés des systèmes de propulsion ont diminué de 10,8 millions de dollars, ou 10,6 %, pour se chiffrer à 91,1 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2018, comparativement à 101,9 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 30 avril 2017. Cette diminution est principalement attribuable à une baisse du volume de ventes de moteurs de motocyclettes.

Les ventes au détail de moteurs hors-bord en Amérique du Nord ont diminué d'un niveau de pourcentage se situant dans le haut de la tranche de 1 à 10 pour cent par rapport au trimestre terminé le 30 avril 2017.



PAV

Les revenus tirés des PAV ont augmenté de 14,0 millions de dollars, ou 9,1 %, pour atteindre 168,6 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2018, comparativement à 154,6 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 30 avril 2017. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse du volume de ventes d'accessoires pour les véhicules côte à côte et les motomarines.

Les tendances importantes par territoire s'établissaient comme suit :

États-Unis

Les revenus enregistrés aux États-Unis ont augmenté de 99,2 millions de dollars, ou 18,9 %, pour atteindre 623,9 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2018, comparativement à 524,7 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 30 avril 2017. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse du volume de ventes de véhicules côte à côte et de V3R, facteur en partie contrebalancé par une incidence défavorable du taux de change de 23 millions de dollars. Les États-Unis représentaient respectivement 54,9 % et 53,7 % des revenus pour les trimestres terminés les 30 avril 2018 et 2017.

Canada

Les revenus enregistrés au Canada ont augmenté de 19,7 millions de dollars, ou 13,8 %, pour atteindre 162,9 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2018, comparativement à 143,2 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 30 avril 2017. L'augmentation est essentiellement attribuable à la hausse du volume de ventes de motomarines et de véhicules côte à côte. Le Canada représentait respectivement 14,3 % et 14,7 % des revenus pour les trimestres terminés les 30 avril 2018 et 2017.

International

Les revenus enregistrés à l'International ont augmenté de 40,9 millions de dollars, ou 13,2 %, pour atteindre 349,9 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2018, comparativement à 309,0 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 30 avril 2017. L'augmentation est principalement attribuable à l'augmentation du volume de ventes de véhicules côte à côte et de motomarines et à une incidence favorable des taux de change de 10 millions de dollars. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par la baisse du volume de ventes de moteurs de motocyclettes. L'International représentait respectivement 30,8 % et 31,6 % des revenus pour les trimestres terminés les 30 avril 2018 et 2017.

Marge brute

La marge brute a augmenté de 54,5 millions de dollars, ou 24,0 %, pour se chiffrer à 281,6 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2018, comparativement à 227,1 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 30 avril 2017. Cette augmentation de la marge brute comprend une fluctuation défavorable des taux de change de 4 millions de dollars. Le pourcentage de la marge brute a augmenté de 160 points de base pour atteindre 24,8 %, comparativement à 23,2 % pour le trimestre terminé le 30 avril 2017. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse du volume de ventes de véhicules côte à côte, à des prix favorables, à une composition favorable des produits et à une baisse des coûts de production, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des coûts du programme de vente.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation ont augmenté de 28,7 millions de dollars, ou 17,2 %, pour s'établir à 195,4 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2018, comparativement à 166,7 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2017. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des coûts de vente et de marketing à l'égard des investissements continus dans les produits et à une fluctuation défavorable du taux de change de 10 millions de dollars.



BAlIA normalisé^[1]

Le BAlIA normalisé^[1] a augmenté de 26,0 millions de dollars, ou 25,8 %, pour s'établir à 126,6 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2018, comparativement à 100,6 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2017. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de la marge brute, partiellement contrebalancée par une hausse des charges d'exploitation.

Frais financiers nets

Les frais financiers nets sont demeurés relativement stables à 11,5 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2018, comparativement à 11,8 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2017. Un gain de 2,0 millions de dollars dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités a été essentiellement contrebalancé par une hausse des charges d'intérêts sur la facilité à terme, en raison d'une hausse du montant nominal dû. Le gain de 2,0 millions de dollars dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités représente l'écart entre le cours par action utilisé pour établir le passif financier et le montant réellement payé pour le rachat des actions au cours des périodes de restrictions réglementaires ou de restriction sur les transactions que la Société s'impose.

Taux de change

Les principaux taux de change moyens ayant servi à convertir les revenus et les charges libellés en devises, sans tenir compte de l'incidence des programmes de couverture de la Société, s'établissaient comme suit pour les trimestres terminés les 30 avril 2018 et 2017 :

	30 avril 2018	30 avril 2017
Dollar américain	1,2742 \$ CA/\$ US	1,3305 \$ CA/\$ US
Euro	1,5698 \$ CA/euro	1,4218 \$ CA/euro

Les principaux taux de change de clôture ayant servi à convertir les actifs et les passifs libellés en devises s'établissaient comme suit :

	30 avril 2018	31 janvier 2018
Dollar américain	1,2819 \$ CA/\$ US	1,2293 \$ CA/\$ US
Euro	1,5478 \$ CA/euro	1,5280 \$ CA/euro

Lorsque l'on compare le bénéfice d'exploitation et le bénéfice avant impôt du trimestre terminé le 30 avril 2018 à ceux de la période correspondante terminée le 30 avril 2017, l'incidence des fluctuations des taux de change s'établit comme suit :

	(Gain) perte de change
(en millions de dollars canadiens)	Trimestre
Revenus	12,8 \$
Coût des ventes	(8,9)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la marge brute	3,9
Charges d'exploitation	10,2
Incidence des fluctuations des taux de change sur le bénéfice d'exploitation	14,1
Dette à long terme	(2,7)
Frais financiers nets	(0,5)
Incidence des fluctuations des taux de change sur le bénéfice avant impôt	10,9 \$

^[1] Se reporter à la rubrique « Mesures non définies par les IFRS ».



Impôt sur le résultat

La charge d'impôt a augmenté de 10,5 millions de dollars pour atteindre 19,8 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2018, comparativement à 9,3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2017. Cette augmentation découle essentiellement d'une hausse du bénéfice d'exploitation et de la répartition défavorable des bénéfices et des pertes comptables entre les différentes juridictions fiscales. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 59,6 % pour le trimestre terminé le 30 avril 2018, comparativement à 211,4 % pour le trimestre terminé le 30 avril 2017. La diminution découle essentiellement du fait que la charge d'impôt a été calculée sur un bénéfice avant impôt plus élevé, facteur principalement attribuable au traitement fiscal et comptable de la perte de change sur la facilité à terme. Cette diminution a été contrebalancée en partie par la répartition défavorable des bénéfices et des pertes comptables entre les différentes juridictions fiscales.

Bénéfice net (perte nette)

Le bénéfice net a augmenté de 18,3 millions de dollars, pour s'établir à 13,4 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2018, comparativement à une perte nette de 4,9 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2017. Cette augmentation découle essentiellement de la hausse du bénéfice d'exploitation, partiellement contrebalancée par une hausse de la charge d'impôt.



Sommaire des résultats consolidés trimestriels

	Trimestres terminés les							
	30 avril 2018	31 janvier 2018 ^[1]	31 octobre 2017 ^[1]	31 juillet 2017 ^[1]	30 avril 2017 ^[1]	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 juillet 2016
(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)	Exercice 2019	Exercice 2018	Exercice 2018	Exercice 2018	Exercice 2018	Exercice 2017	Exercice 2017	Exercice 2017
Revenus par catégorie								
Produits toutes saisons	526,6 \$	509,1 \$	464,4 \$	440,4 \$	396,1 \$	527,3 \$	383,9 \$	326,3 \$
Produits saisonniers	350,4	437,2	475,6	316,8	324,3	489,5	417,1	280,5
Systèmes de propulsion	91,1	88,8	92,0	103,2	101,9	111,5	94,2	99,9
PAV	168,6	190,9	194,5	162,7	154,6	177,0	185,0	149,4
Revenus totaux	1 136,7	1 226,0	1 226,5	1 023,1	976,9	1 305,3	1 080,2	856,1
Marge brute	281,6	282,1	319,9	216,0	227,1	335,6	307,2	172,0
<i>En pourcentage des revenus</i>	24,8 %	23,0 %	26,1 %	21,1 %	23,2 %	25,7 %	28,4 %	20,1 %
Bénéfice net (perte nette)	13,4	70,0	70,0	104,0	(4,9)	136,4	78,7	(68,8)
BAIIA normalisé^[2]	126,6	162,2	189,7	83,7	100,6	204,3	196,9	44,4
Bénéfice net normalisé^[2]	53,5	76,2	103,6	22,9	42,8	111,8	104,4	1,0
Bénéfice (perte) de base par action	0,13	0,69	0,68	0,94	(0,05)	1,22	0,70	(0,61)
Bénéfice (perte) dilué(e) par action	0,13	0,68	0,67	0,93	(0,05)	1,22	0,70	(0,61)
Bénéfice de base normalisé par action^[2]	0,53	0,75	1,00	0,21	0,38	1,00	0,93	0,01
Bénéfice dilué normalisé par action^[2]	0,52 \$	0,74 \$	0,99 \$	0,20 \$	0,38 \$	1,00 \$	0,93 \$	0,01 \$

^[1] Données retraitées pour refléter l'adoption d'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, et d'IFRS 9, *Instruments financiers*, comme l'explique la note 15 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre terminé le 30 avril 2018.

^[2] Se reporter à la rubrique « Mesures non définies par les IFRS ».



Tableau de rapprochement des résultats consolidés trimestriels

	Trimestres terminés les							
	30 avril 2018	31 janvier 2018 ^[1]	31 octobre 2017 ^[1]	31 juillet 2017 ^[1]	30 avril 2017 ^[1]	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 juillet 2016
(en millions de dollars canadiens)	Exercice 2019	Exercice 2018	Exercice 2018	Exercice 2018	Exercice 2018	Exercice 2017	Exercice 2017	Exercice 2017
Bénéfice net (perte nette)	13,4 \$	70,0 \$	70,0 \$	104,0 \$	(4,9) \$	136,4 \$	78,7 \$	(68,8) \$
Éléments normalisés								
(Gain) perte de change sur la dette à long terme	41,5	(47,4)	31,7	(81,8)	44,2	(25,3)	24,5	38,0
Coûts de restructuration et coûts connexes (reprise) ^[2]	0,2	2,9	—	—	—	(0,3)	(0,4)	0,1
Perte découlant d'un litige ^[3]	0,6	0,2	—	0,9	4,8	7,8	0,3	43,1
Gains au titre des services passés liés aux régimes de retraite	—	—	—	—	—	(6,3)	—	—
Autres éléments	(2,0)	1,0	2,6	—	—	—	1,1	1,6
Ajustement au titre de l'impôt ^[4]	(0,2)	49,5	(0,7)	(0,2)	(1,3)	(0,5)	0,2	(13,0)
Bénéfice net normalisé^[5]	53,5	76,2	103,6	22,9	42,8	111,8	104,4	1,0
Charge (économie) d'impôt normalisée ^[5]	20,0	31,1	36,1	12,4	10,6	43,0	43,7	(3,2)
Frais financiers ajustés	14,1	13,8	13,8	13,4	12,5	13,8	14,8	15,6
Produits financiers ajustés	(0,6)	(0,3)	(0,5)	(0,7)	(0,7)	—	—	(0,8)
Amortissement	39,6	41,4	36,7	35,7	35,4	35,7	34,0	31,8
BAIIA normalisé^[5]	126,6 \$	162,2 \$	189,7 \$	83,7 \$	100,6 \$	204,3 \$	196,9 \$	44,4 \$

^[1] Données retraitées pour refléter l'adoption d'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, et d'IFRS 9, *Instruments financiers*, comme l'explique la note 15 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre terminé le 30 avril 2018.

^[2] La Société procède, de temps à autre, à des activités de restructuration et de réorganisation afin d'améliorer sa flexibilité et son efficacité. Les coûts liés à ces activités sont principalement composés de coûts au titre des indemnités de départ et de salaires au titre du maintien en poste du personnel.

^[3] La Société est partie à des litiges concernant des violations de brevets avec l'un de ses concurrents.

^[4] Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2018, l'ajustement au titre de l'impôt se rapporte principalement aux modifications des taux d'imposition sur l'impôt différé à la suite de la réforme fiscale américaine.

^[5] Se reporter à la rubrique « Mesures non définies par les IFRS ».



Situation de trésorerie et sources de financement

Situation de trésorerie

Les principales sources de trésorerie de la Société sont les soldes existants en espèces, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et les emprunts disponibles en vertu des facilités de crédit renouvelables et de la facilité à terme.

La Société utilise principalement la trésorerie pour financer ses activités, ses besoins en matière de fonds de roulement et ses dépenses en immobilisations relatives au développement de produits et aux infrastructures. La variation des besoins en matière de fonds de roulement découle principalement du caractère saisonnier du calendrier de production et des expéditions de produits de la Société.

Le tableau suivant résume les flux de trésorerie nets par activité pour les trimestres terminés les 30 avril 2018 et 2017 :

(en millions de dollars canadiens)	Trimestres terminés les	
	30 avril 2018	30 avril 2017
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	85,3 \$	0,2 \$
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	(49,2)	(35,1)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	(89,7)	0,7
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie	0,4	(8,5)
Diminution nette de la trésorerie	(53,2)	(42,7)
Trésorerie au début de la période	226,0	298,6
Trésorerie à la fin de la période	172,8 \$	255,9 \$

Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation ont totalisé 85,3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2018, comparativement à 0,2 million de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2017. L'augmentation de 85,1 millions de dollars des flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation est principalement attribuable à la hausse du bénéfice d'exploitation et aux variations favorables du fonds de roulement de 57,0 millions de dollars. Les variations favorables du fonds de roulement s'expliquent principalement par les fournisseurs et charges à payer servant à soutenir l'augmentation de la production.

Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement ont totalisé 49,2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2018, comparativement à 35,1 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2017. L'augmentation de 14,1 millions de dollars est principalement attribuable aux investissements liés à la hausse de la capacité de production et à l'optimisation des infrastructures de fabrication et de la logistique.

Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement

Les flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement ont totalisé 89,7 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2018, comparativement à des flux de trésorerie nets provenant des activités de financement de 0,7 million de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2017. L'augmentation de 90,4 millions de dollars des flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement est principalement attribuable au rachat d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.



Obligations contractuelles

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles importantes de la Société au 30 avril 2018, y compris ses engagements liés à des contrats de location :

(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Montant total
Engagements					
Contrats de location simple	32,2 \$	56,6 \$	46,5 \$	107,3 \$	242,6 \$
Obligations financières					
Fournisseurs et charges à payer	818,2	—	—	—	818,2
Dette à long terme (y compris les intérêts)	66,5	120,6	116,6	990,8	1 294,5
Instruments financiers dérivés	3,0	—	—	2,2	5,2
Autres passifs financiers	147,7	0,1	0,1	24,9	172,8
	1 035,4	120,7	116,7	1 017,9	2 290,7
Total des obligations	1 067,6 \$	177,3 \$	163,2 \$	1 125,2 \$	2 533,3 \$

La Société conclut des ententes d'achat avec des fournisseurs relativement à des matériaux utilisés dans la production. Ces ententes sont généralement conclues avant le début de la production et peuvent établir une quantité fixe ou variable de matériaux qui seront achetés. En raison de l'incertitude en ce qui a trait à la quantité et au prix des matériaux pouvant être achetés, la Société ne peut déterminer avec exactitude ses engagements relatifs à ces ententes d'achat.

La direction est d'avis que les activités d'exploitation et le financement disponible de la Société lui procureront des sources de liquidités suffisantes pour répondre à ses besoins à court et à long terme.

Sources de financement

Facilités de crédit renouvelables

Au 30 avril 2018, la convention concernant les facilités de crédit renouvelables mettait à la disposition de la Société une somme maximale de 475,0 millions de dollars jusqu'en juin 2021 (les « facilités de crédit renouvelables »). Le total des emprunts disponibles est assujéti, en vertu des facilités de crédit renouvelables, à un calcul de la capacité d'emprunt correspondant à la somme de 75 % de la valeur comptable des créances clients et autres débiteurs et de 50 % de la valeur comptable des stocks. Les facilités de crédit renouvelables peuvent servir à financer les besoins du fonds de roulement et les dépenses d'investissement de la Société ou être employées à d'autres fins générales.

Au 30 avril 2018, la Société n'avait prélevé aucun montant sur les facilités de crédit renouvelables et elle avait un découvert bancaire d'un montant de 4,2 millions de dollars.

Les coûts d'emprunt applicables en vertu des facilités de crédit renouvelables au cours du trimestre terminé le 30 avril 2018 s'établissaient comme suit :

- i) le montant en dollars américains
 - a) au taux LIBOR majoré de 2,00 % par année, ou
 - b) au taux de base américain majoré de 1,00 % par année, ou
 - c) au taux préférentiel des États-Unis majoré de 1,00 % par année;
- ii) le montant en dollars canadiens
 - a) au taux des acceptations bancaires majoré de 2,00 % par année, ou
 - b) au taux préférentiel du Canada majoré de 1,00 % par année;
- iii) le montant en euros au taux EURIBOR majoré de 2,00 % par année.

Au 30 avril 2018, les commissions d'engagement sur le montant non prélevé des facilités de crédit renouvelables s'établissaient à 0,30 % par année.



Pour les périodes ultérieures, les coûts d'emprunt pourraient augmenter jusqu'à concurrence de 1,50 % ou diminuer de 0,25 %, et les commissions d'engagement sur le montant non prélevé pourraient augmenter jusqu'à concurrence de 0,15 %, selon le ratio de levier financier de la Société, qui correspond au ratio de la dette nette sur les flux de trésorerie consolidés de Bombardier Produits Récréatifs inc., filiale de la Société.

Afin d'avoir pleinement accès à ses facilités de crédit renouvelables, la Société doit maintenir, dans certaines circonstances, un ratio minimal de couverture des charges fixes.

Au 30 avril 2018, la Société avait émis des lettres de crédit pour un montant de 2,2 millions de dollars en vertu des facilités de crédit renouvelables (2,1 millions de dollars au 31 janvier 2018). De plus, des lettres de crédit d'un montant de 5,2 millions de dollars étaient en cours en vertu d'autres conventions au 30 avril 2018 (5,2 millions de dollars au 31 janvier 2018).

Facilité à terme

Au 30 avril 2018, le solde de la facilité à terme de la Société se chiffrait à 789,0 millions de dollars américains en vertu d'une convention de 800,0 millions de dollars américains assortie d'une option permettant d'augmenter de 150,0 millions de dollars américains le montant pouvant être emprunté, sous réserve de certaines conditions.

Au 30 avril 2018, les coûts d'emprunt en vertu de la facilité à terme s'établissaient comme suit :

- i) au taux LIBOR majoré de 2,50 % par année, le taux LIBOR minimal étant de 0,00 %, ou
- ii) au taux de base américain majoré de 1,50 %, ou
- iii) au taux préférentiel des États-Unis majoré de 1,50 %.

Conformément à la facilité à terme, les coûts d'emprunt au taux de base américain ou au taux préférentiel des États-Unis ne peuvent être inférieurs aux coûts d'emprunt au taux LIBOR.

La Société est tenue de rembourser chaque année au moins 1 % du montant nominal initial de 800,0 millions de dollars américains en deux versements égaux en juillet et en janvier. En outre, dans l'éventualité où Bombardier Produits Récréatifs inc. affichait une situation de trésorerie excédentaire à la fin de l'exercice et un ratio de levier financier supérieur à un certain seuil, la Société pourrait être tenue de rembourser une partie de la facilité à terme. La convention de facilité à terme comporte les déclarations et garanties habituelles, mais ne prévoit aucune clause restrictive.

Emprunts à terme autrichiens

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2018, la Société a conclu une convention d'emprunt à terme assortie de taux d'intérêt favorables en vertu d'un programme du gouvernement autrichien. Ce programme soutient les projets de recherche et développement en fonction des charges engagées par la Société en Autriche. L'emprunt à terme, dont le montant nominal s'élève à 0,9 million d'euros (1,4 million de dollars), porte intérêt au taux EURIBOR sur trois mois majoré de 1,00 % et vient à échéance le 31 décembre 2022.

Au 30 avril 2018, le montant restant dû par la Société en vertu de ses emprunts à terme autrichiens s'élevait à 25,3 millions d'euros. Ces emprunts portent intérêt à des taux allant de 0,75 % à 2,19 % et viennent à échéance entre décembre 2018 et décembre 2028.

Obligation locative au titre des contrats de location-financement

Au 30 avril 2018, les obligations contractuelles à l'égard des actifs acquis en vertu de contrats de location-financement s'élevaient à 13,5 millions de dollars et devront être réglées au cours d'une période se terminant en décembre 2030.



Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

En mars 2018, la Société a annoncé le renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat aux fins d'annulation d'un nombre maximal de 3 625 271 de ses actions à droit de vote subalterne en circulation. De plus, au cours du trimestre terminé le 30 avril 2018, la Société a conclu l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités annoncée et lancée au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2018. Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2018, la Société a racheté un total de 1 569 199 actions à droit de vote subalterne pour une contrepartie totale de 78,8 millions de dollars.

Au 30 avril 2018, un passif de 50,1 millions de dollars a été comptabilisé dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière relativement à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, et un montant correspondant a été comptabilisé dans les capitaux propres. Ce passif correspond à la valeur des actions à droit de vote subalterne qui devraient être rachetées par un courtier désigné dans le cadre d'un programme de rachat d'actions automatique pour la période du 1^{er} mai au 1^{er} juin 2018. Ce programme de rachat d'actions automatique autorise l'achat d'actions à droit de vote subalterne, en vertu de modalités préétablies, à des moments où la Société n'y est normalement pas autorisée en raison de restrictions réglementaires ou de périodes de restriction sur les transactions que la Société s'impose.

Situation financière consolidée

Le tableau ci-après présente les principaux écarts observés dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière non audités de la Société entre le 30 avril 2018 et le 31 janvier 2018, ainsi que l'incidence de la fluctuation des taux de change sur ces écarts, l'écart net connexe (qui ne tient pas compte de l'incidence de la fluctuation des taux de change sur ces écarts) et les explications de l'écart net :

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2018	31 janvier 2018 ^[1]	Écart	Incidence des taux de change	Écart net	Explications de l'écart net
Créances clients et autres débiteurs	284,0 \$	328,8 \$	(44,8) \$	(3,9) \$	(48,7) \$	S'explique principalement par le recouvrement des créances clients relatives aux ventes de motoneiges en Scandinavie.
Stocks	820,2	742,8	77,4	(17,2)	60,2	S'explique principalement par l'augmentation des stocks de motoneiges pour les livraisons de produits à venir et l'augmentation des stocks de véhicules côte à côte en raison de la gamme de produits élargie et de la hausse de la demande.
Immobilisations corporelles	785,9	766,8	19,1	(6,3)	12,8	Aucun écart important.
Fournisseurs et charges à payer	818,2	805,5	12,7	(17,3)	(4,6)	Aucun écart important.
Dette à long terme, y compris la tranche courante	1 057,5	1 014,8	42,7	(41,9)	0,8	Aucun écart important.
Passifs découlant des avantages sociaux futurs du personnel	218,8	224,8	(6,0)	(1,9)	(7,9)	Aucun écart important.

^[1] Données retraitées pour refléter l'adoption d'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, et d'IFRS 9, *Instruments financiers*, comme l'explique la note 15 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre terminé le 30 avril 2018.



Arrangements hors bilan

Arrangements financiers conclus avec les concessionnaires et les distributeurs

La Société, la plupart de ses concessionnaires indépendants et certains de ses distributeurs indépendants sont parties à des ententes conclues avec des fournisseurs de services financiers externes. Ces ententes leur procurent le financement nécessaire à l'achat des produits de la Société et améliorent le fonds de roulement de la Société en permettant le recouvrement plus rapide des créances auprès des concessionnaires et des distributeurs. Environ les trois quarts des ventes de la Société sont effectuées aux termes de telles ententes. Les différentes parties susmentionnées ont conclu des ententes avec TCF Inventory Finance Inc. et Financement commercial TCF Canada Inc. (collectivement, « TCF »), qui leur octroient des facilités de financement en Amérique du Nord et en Amérique latine, et avec Wells Fargo Commercial Distribution Finance, Wells Fargo Bank International, Wells Fargo International Finance LLC et Wells Fargo International Finance (New Zealand) Limited (collectivement, « Wells Fargo »), qui leur accordent des facilités de financement en Amérique du Nord, en Europe, en Australie et en Nouvelle-Zélande. L'entente conclue entre la Société et TCF expirera le 31 janvier 2023. Dans le cas des contrats conclus avec Wells Fargo, la période d'engagement ne peut se poursuivre après le 30 mai 2019.

Le montant du financement accordé aux concessionnaires et aux distributeurs indépendants de la Société a totalisé 851,6 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2018, comparativement à 660,4 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2017. Le solde exigible du financement obtenu par les concessionnaires et les distributeurs indépendants de la Société auprès des sociétés de financement externes se chiffrait respectivement à 1 700,9 millions de dollars et à 1 576,9 millions de dollars au 30 avril 2018 et au 31 janvier 2018.

La répartition du solde exigible par pays et par devise locale entre les concessionnaires et les distributeurs indépendants de la Société avec les sociétés de financement externes s'établit comme suit aux dates indiquées :

(en millions)	Devise	30 avril 2018	31 janvier 2018
Solde exigible	CAD	1 701 \$	1 577 \$
États-Unis	USD	950	877
Canada	CAD	380	387
Europe	Euro	37	38
Australie et Nouvelle-Zélande	AUD	46	54

Les coûts engagés par la Société dans le cadre des ententes de financement des concessionnaires et des distributeurs ont totalisé 12,8 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2018, comparativement à 9,4 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2017.

En vertu des ententes de financement des concessionnaires et des distributeurs, la Société pourrait, dans l'éventualité d'une défaillance du concessionnaire ou du distributeur, être tenue d'acheter des sociétés de financement des produits neufs inutilisés à un prix équivalant au total du solde exigible du concessionnaire ou du distributeur par les sociétés de financement. En Amérique du Nord, l'obligation est limitée au montant le plus élevé entre 25,0 millions de dollars américains (32,0 millions de dollars) et 10 % du solde exigible moyen du financement pendant les 12 derniers mois en vertu de l'entente de financement, tandis qu'en Europe, l'obligation est limitée au montant le plus élevé entre 10,0 millions de dollars américains (12,8 millions de dollars) et 10 % du solde exigible moyen du financement pendant les 12 derniers mois en vertu des ententes de financement. En Australie et en Nouvelle-Zélande, l'obligation de reprendre possession de produits neufs inutilisés est limitée au montant le plus élevé entre 5,0 millions de dollars australiens (4,8 millions de dollars) et 10 % du solde exigible moyen du financement pendant les 12 derniers mois en vertu des ententes de financement.



Le solde maximal du financement soumis à l'obligation d'achat par la Société de produits neufs et inutilisés était de 164 millions de dollars au 30 avril 2018 (146 millions de dollars en Amérique du Nord, 13 millions de dollars en Europe et 5 millions de dollars en Australie et en Nouvelle-Zélande) et de 162 millions de dollars au 31 janvier 2018 (145 millions de dollars en Amérique du Nord, 12 millions de dollars en Europe et 5 millions de dollars en Australie et en Nouvelle-Zélande).

La Société n'a pas subi de pertes importantes par suite de la reprise de possession de produits neufs inutilisés par les sociétés de financement au cours des trimestres terminés les 30 avril 2018 et 2017.

Conventions de financement offertes à des particuliers

La Société a des relations contractuelles avec des sociétés de financement externes afin de faciliter l'octroi de crédit aux particuliers pour l'achat de ses produits en Amérique du Nord. Ces conventions permettent généralement à la Société d'offrir, aux termes de certains programmes de vente, un taux d'intérêt privilégié aux particuliers pour une période définie. Au Canada, la Société a de telles conventions avec Services de financement TD et la Fédération des caisses Desjardins du Québec. Aux États-Unis, la Société a de telles conventions avec Sheffield Financial, Citi Retail Services et Roadrunner Financial. Les obligations financières de la Société aux termes de ces contrats se rapportent principalement aux engagements qu'elle prend dans le cadre de certains programmes de vente.

Transactions entre parties liées

Transactions avec Bombardier Inc., société liée au groupe Beaudier

En vertu de la convention d'achat conclue en 2003 relativement à l'acquisition du secteur des produits récréatifs de Bombardier Inc., la Société s'est engagée à rembourser à Bombardier Inc. un montant au titre de l'impôt sur le résultat représentant 22,2 millions de dollars au 30 avril 2018 et 22,0 millions de dollars au 31 janvier 2018, respectivement. Les versements commenceront lorsque Bombardier Inc. commencera à verser des paiements relatifs à l'impôt sur le résultat au Canada et/ou aux États-Unis. La Société ne s'attend pas à faire de paiements à Bombardier Inc. dans le cadre de cette obligation au cours de l'exercice se terminant le 31 janvier 2019.

Instruments financiers

Les instruments financiers de la Société se répartissent en actifs financiers et en passifs financiers et sont évalués à la clôture de chaque période à leur juste valeur ou au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, selon le classement établi conformément aux IFRS. Par leur nature, les actifs financiers sont exposés au risque de crédit, tandis que les passifs financiers sont exposés au risque de liquidité. En outre, les instruments financiers et les transactions de la Société pourraient être libellés en devises, ce qui donnerait lieu à un risque de change qui pourrait être atténué au moyen d'instruments financiers dérivés. Dans une moindre mesure, la Société est exposée au risque d'intérêt lié à ses facilités de crédit renouvelables, à sa facilité à terme et à ses emprunts à terme autrichiens.

Risque de change

Les éléments présentés dans les états consolidés du résultat, les états consolidés de la situation financière et les tableaux consolidés des flux de trésorerie et figurant dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société, qui sont libellés en dollars canadiens, sont fortement exposés aux fluctuations des taux de change, essentiellement les taux de conversion du dollar américain et de l'euro en dollars canadiens.

Les entrées et les sorties de trésorerie de la Société se font principalement en dollars canadiens, en dollars américains et en euros. À l'aide de ses opérations commerciales, la Société tient généralement à compenser les entrées et les sorties de trésorerie libellées en dollars américains et en euros.



Dans le cas des devises que la Société ne parvient pas à compenser au moyen de ses opérations commerciales récurrentes, essentiellement pour le dollar australien, la couronne suédoise et la couronne norvégienne, la Société a recours à des contrats de change, conformément à sa politique de couverture. En vertu de cette politique, la Société couvre jusqu'à 50 % de l'exposition prévue aux revenus dans ces devises au cours de la période budgétaire annuelle et augmente constamment la couverture jusqu'à ce que cette dernière atteigne 80 % six mois avant le moment où l'exposition se matérialise. La direction examine périodiquement la position de couverture pertinente et peut la couvrir à sa discrétion à l'intérieur des paramètres autorisés définis dans la politique de couverture, jusqu'à concurrence du pourcentage maximal prévu. Les contrats sont comptabilisés selon le modèle de couverture des flux de trésorerie qui tient compte des ventes prévues qui seront très probablement effectuées dans les devises concernées, et les gains ou les pertes sur les instruments dérivés en question ne sont comptabilisés au résultat net que lorsque les ventes prévues se réalisent.

Enfin, pour réduire l'exposition découlant de la réévaluation à la clôture de la période des fournisseurs et charges à payer libellés en dollars américains, la Société a recours à des contrats de change possédant les mêmes dates de début et échéances. Ces contrats sont comptabilisés dans le résultat à la clôture de chaque période de façon à limiter les gains ou les pertes découlant de la réévaluation, au taux de fin de période, de ces passifs libellés en devises.

Bien que l'application de la stratégie de couverture de la Société protège, dans une certaine mesure, le bénéfice d'exploitation de la Société contre d'importantes fluctuations des taux de change, il n'en reste pas moins que le bénéfice net est très exposé aux fluctuations du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain du fait de la dette à long terme libellée dans cette devise. Toutefois, le bénéfice net normalisé^[1] de la Société ne tient pas compte du gain (de la perte) de change sur la dette à long terme.

Risque de liquidité

La Société pourrait avoir de la difficulté à respecter les obligations liées à ses passifs financiers. Afin de gérer adéquatement son risque de liquidité, la Société surveille continuellement ses besoins en flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, tout en tenant compte du caractère saisonnier des besoins de son fonds de roulement, de même que de la répartition de ses revenus et de ses charges. La Société estime que les flux de trésorerie dégagés par ses activités d'exploitation, ajoutés à ses fonds en banque et aux fonds dont elle peut disposer aux termes de ses facilités de crédit, lui assurent une souplesse financière suffisante et réduisent son risque de liquidité.

Risque de crédit

La Société pourrait être exposée, dans le cours normal de ses activités, à l'incapacité potentielle de ses concessionnaires, de ses distributeurs et de ses autres partenaires commerciaux à respecter leurs obligations contractuelles à l'égard des actifs financiers et des montants garantis en vertu des ententes de financement conclues par les concessionnaires et les distributeurs avec TCF et Wells Fargo.

La Société estime que le risque de crédit associé à ses créances clients et à ses responsabilités limitées en vertu des ententes de financement conclues par les concessionnaires et les distributeurs avec TCF et Wells Fargo ne représente pas une importante concentration de risque et de perte en raison du grand nombre de concessionnaires, de distributeurs et d'autres partenaires commerciaux et de leur répartition dans de nombreuses régions. De plus, la Société atténue ce risque en exerçant ses activités par l'intermédiaire de ses propres canaux de distribution et en assurant le suivi de la solvabilité des concessionnaires et des distributeurs établis dans diverses régions.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt surtout sur le LIBOR, en fonction duquel est calculé l'intérêt sur sa facilité à terme. La Société ne couvre pas son exposition aux fluctuations. Par conséquent, une hausse des taux d'intérêt pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats d'exploitation de la Société.

^[1] Se reporter à la rubrique « Mesures non définies par les IFRS ».



Estimations comptables critiques

Estimations et jugements importants

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités conformément aux méthodes comptables de la Société exige de la direction qu'elle formule des jugements et des estimations qui peuvent avoir une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés, ainsi que sur les montants connexes relatifs aux revenus et aux charges, aux autres éléments du bénéfice global et aux informations fournies.

Les meilleures estimations de la Société sont fondées sur les renseignements, les données et les faits connus à la date à laquelle elles sont formulées. La direction s'appuie sur son expérience et sur certains renseignements, sur la conjoncture économique et les tendances en général, ainsi que sur des hypothèses concernant les résultats futurs probables pour formuler les estimations. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement, et les incidences de toute variation sont comptabilisées immédiatement. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et ces différences pourraient être importantes.

Le budget d'exploitation annuel de la Société et les révisions du budget qu'elle réalise durant l'exercice (collectivement, le « Budget »), de même que le plan stratégique de la Société, comprennent des données fondamentales qui sont utilisées comme base pour établir certaines estimations importantes nécessaires à la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Chaque année, la direction prépare son budget d'exploitation et son plan stratégique annuels selon un processus en fonction duquel un budget détaillé sur un an et un plan stratégique sur trois ans sont établis par chaque entité, puis consolidés.

Les flux de trésorerie et la rentabilité compris dans le Budget sont fondés sur les commandes actuelles et futures prévues, la conjoncture générale des marchés, les structures de coûts actuelles, les variations de coûts prévues et les ententes actuelles avec des tiers. La direction utilise des données du budget d'exploitation annuel et des projections ou des hypothèses additionnelles pour calculer les résultats prévus en ce qui a trait au plan stratégique et aux périodes ultérieures.

Le Budget et le plan stratégique sont approuvés par la direction et le conseil d'administration. La direction assure ensuite le suivi du rendement par rapport au Budget. Des écarts importants entre le rendement réel et le rendement prévu constituent un indicateur clé du besoin d'évaluer si certaines des estimations utilisées pour la préparation de l'information financière devraient être révisées.

La direction doit s'appuyer sur des estimations aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société, et elle est d'avis que les estimations les plus importantes sont les suivantes :

Estimation de la valeur nette de réalisation des stocks

La valeur nette de réalisation des matériaux et des travaux en cours est déterminée d'après la comparaison des éléments et de la valeur des stocks avec les besoins en matière de production, les caractéristiques actuelles et futures des produits, les coûts de production prévus devant être engagés et la rentabilité prévue des produits finis. La valeur nette de réalisation des produits finis ainsi que des pièces et accessoires est déterminée d'après la comparaison des éléments et de la valeur des stocks avec les prix de vente prévus, les programmes de vente et les caractéristiques des nouveaux produits.

Estimation de la durée d'utilité de l'outillage

La durée d'utilité de l'outillage est estimée par gamme de produits d'après leur durée de vie prévue et la durée de vie prévue du produit auquel ils se rapportent.



Estimation de la dépréciation des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles

La direction évalue la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles principalement en ce qui a trait aux groupes des UGT, à l'aide d'une méthode d'actualisation des flux de trésorerie; l'évaluation est effectuée par gamme de produits lors de l'établissement du budget et du plan stratégique annuels. Des marques de commerce et un goodwill ont été comptabilisés relativement à l'acquisition du secteur des produits récréatifs de Bombardier Inc. par la Société en 2003. Au 30 avril 2018, la totalité de la valeur comptable de 136,0 millions de dollars des marques de commerce et un montant de 114,7 millions de dollars de la valeur comptable de 116,0 millions de dollars du goodwill étaient liés à cette transaction.

i) Tests de dépréciation des marques de commerce

Aux fins des tests de dépréciation, les marques de commerce Ski-Doo^{MD}, Sea-Doo^{MD} et Evinrude^{MD} sont affectées à leur UGT respective. La valeur comptable de 136,0 millions de dollars des marques de commerce se composait de montants de 63,5 millions de dollars, de 59,1 millions de dollars et de 13,4 millions de dollars, respectivement, au titre des marques Ski-Doo, Sea-Doo et Evinrude.

Valeur recouvrable

La Société établit séparément la valeur recouvrable de ces marques de commerce selon un calcul fondé sur leur valeur d'utilité, laquelle repose sur les flux de trésorerie projetés de la Société tirés du budget pour un exercice et du plan stratégique sur trois exercices, tout en incluant une valeur finale calculée en actualisant les données de l'exercice final à perpétuité. Ces données servent de fondement aux principales hypothèses servant au calcul de la valeur d'utilité et incluent les volumes de ventes, les prix de vente, les coûts de production, les coûts de distribution et les charges d'exploitation ainsi que les taux d'actualisation. Les flux de trésorerie futurs estimatifs sont ensuite actualisés. Les flux de trésorerie futurs estimatifs sont ensuite actualisés. La Société procède à une analyse de sensibilité des flux de trésorerie et du taux de croissance afin de confirmer que les marques de commerce n'ont pas subi de dépréciation.

ii) Tests de dépréciation du goodwill

Aux fins des tests de dépréciation, le goodwill de 114,7 millions de dollars inscrit en 2003 a été affecté au groupe des UGT représentant l'ensemble des gammes de produits de la Société.

Valeur recouvrable

La valeur recouvrable du groupe des UGT est établie selon un calcul fondé sur la valeur d'utilité, laquelle repose sur les flux de trésorerie projetés de la Société tirés du budget pour un exercice et du plan stratégique sur trois exercices, tout en incluant une valeur finale calculée en actualisant les données de l'exercice final à perpétuité. Ces données servent de fondement aux principales hypothèses servant au calcul de la valeur d'utilité et incluent les volumes de ventes, les prix de vente, les coûts de production, les coûts de distribution et les charges d'exploitation ainsi que les taux d'actualisation. Les flux de trésorerie futurs estimatifs sont ensuite actualisés. Les flux de trésorerie futurs estimatifs sont ensuite actualisés. La Société procède à une analyse de sensibilité des flux de trésorerie et du taux de croissance afin de confirmer que le goodwill n'a pas subi de dépréciation.

Estimation de la recouvrabilité des actifs d'impôt différé

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés uniquement si la direction juge probable qu'ils seront réalisés selon le budget annuel, le plan stratégique et des projections additionnelles permettant de calculer les résultats prévus pour des périodes ultérieures.

Estimation des provisions au titre des garanties régulières liées aux produits, des passifs liés aux produits, des programmes de vente et de la restructuration

Le coût de la garantie régulière est établi pour chaque produit et comptabilisé au moment de la vente en fonction de la meilleure estimation faite par la direction d'après les taux et les tendances historiques au titre des coûts. Les provisions relatives aux garanties régulières sont ajustées lorsque la Société détecte un problème important et récurrent relatif à des produits vendus ou lorsqu'elle constate des écarts en matière de coûts et de tendances par suite de l'analyse des réclamations au titre des garanties régulières.



La provision au titre des passifs liés aux produits à la fin de la période est calculée en fonction de la meilleure estimation de la direction en ce qui a trait aux montants nécessaires au règlement des réclamations existantes. De plus, la provision au titre des passifs liés aux produits à la fin de la période de présentation de l'information financière comprend les réclamations engagées, mais non présentées, d'après les coûts historiques moyens.

La provision liée au programme de vente est estimée selon les caractéristiques actuelles du programme, les données historiques et les ventes au détail prévues pour chaque gamme de produits.

La provision au titre de la restructuration est initialement estimée en fonction des coûts estimés du plan de restructuration, selon les caractéristiques du plan approuvé par la direction. La provision au titre de la restructuration fait l'objet d'un examen à la fin de chaque période, de manière à tenir compte de toutes nouvelles informations concernant la réalisation du plan. Au besoin, la provision est ajustée.

Estimation des taux d'actualisation utilisés pour évaluer les charges et le passif au titre des régimes à prestations définies

Afin de déterminer les taux d'actualisation utilisés pour calculer les charges et le passif au titre des régimes à prestations définies, la direction consulte des cabinets d'actuaire externes pour qu'ils lui fournissent des taux d'actualisation utilisés couramment et applicables, qui sont fondés sur le rendement de placements à revenu fixe dans des sociétés de première qualité ayant des flux de trésorerie qui correspondent au versement prévu des prestations pour chaque régime à prestations définies. La direction se fonde sur ses connaissances et sur sa compréhension des facteurs économiques généraux pour tirer une conclusion sur l'exactitude des taux d'actualisation utilisés.

Jugements importants posés lors de l'application des méthodes comptables de la Société

La direction doit poser certains jugements lors de l'application des méthodes comptables de la Société, particulièrement en ce qui a trait aux éléments suivants :

Dépréciation des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles

La Société opère selon un niveau élevé d'intégration et d'interdépendance aux fins de ses activités de conception, de développement, de fabrication et de distribution. Les entrées de trésorerie générées par chaque gamme de produits nécessitent le recours à divers actifs de la Société, ce qui limite les tests de dépréciation à effectuer pour un seul actif. Par conséquent, la direction effectue les tests de dépréciation en regroupant les UGT.

Monnaie fonctionnelle

La Société exerce ses activités à l'échelle mondiale, mais ses activités de conception, de développement, de fabrication et de distribution font l'objet d'un niveau élevé d'intégration, et la direction doit exercer un jugement important pour déterminer la monnaie fonctionnelle de chaque entité à l'aide des facteurs énoncés dans IAS 21, *Effets des variations des cours des monnaies étrangères*. La direction a mis en œuvre une méthode comptable en vertu de laquelle la monnaie fonctionnelle de chaque entité est réputée être sa monnaie locale, à moins que l'évaluation des critères utilisés aux fins de l'évaluation de la monnaie fonctionnelle énoncés dans IAS 21 ne détermine qu'une autre monnaie constitue la monnaie fonctionnelle. Les critères énoncés dans IAS 21 qui sont applicables à chaque entité font l'objet d'un examen annuel, en fonction des transactions avec des tiers uniquement.

Changements de méthodes comptables

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2018, la Société a adopté IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, et IFRS 9, *Instruments financiers*, comme l'explique la note 15 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre terminé le 30 avril 2018.



Modifications comptables futures

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*, qui établit les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information à fournir relativement aux contrats de location tant pour les bailleurs que pour les preneurs. IFRS 16 présente un modèle unique de comptabilisation par le preneur et exige de ce dernier qu'il comptabilise les actifs et les passifs pour tous les contrats de location, excepté ceux dont la durée est de 12 mois ou moins ou pour lesquels l'actif sous-jacent a une faible valeur. La date d'entrée en vigueur d'IFRS 16 pour la Société est le 1^{er} février 2019. L'adoption d'IFRS 16 donnera lieu à la comptabilisation d'un actif au titre du droit d'utilisation et d'une obligation locative évalués à la valeur actuelle des paiements futurs liés aux contrats de location dans l'état de la situation financière, et ce, pour la plupart des contrats de location de la Société considérés comme des contrats de location simple en vertu d'IAS 17, *Contrats de location*. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence monétaire de ce changement. Elle continue d'évaluer l'incidence de cette nouvelle norme, et fera d'autres mises à jour au cours de l'exercice se terminant le 31 janvier 2019.

IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux

En juin 2017, l'IASB a publié IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*. IFRIC 23 clarifie l'application des exigences liées à la comptabilisation et à l'évaluation d'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, lorsqu'il y a un doute quant aux traitements fiscaux à utiliser. En particulier, l'interprétation permet à l'entité de déterminer si elle doit considérer les traitements fiscaux incertains isolément ou collectivement, et traite des hypothèses que formule une entité en ce qui concerne les contrôles des traitements fiscaux par les autorités fiscales, de la façon dont une entité détermine le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases fiscales, les pertes fiscales inutilisées, les crédits d'impôt inutilisés et les taux d'imposition, ainsi que de la façon dont une entité considère les changements dans les faits et les circonstances. IFRIC 23 entrera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} février 2019. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Autres normes ou modifications

L'IASB a publié d'autres normes ou modifications aux normes existantes qui ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Contrôles et procédures

Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2018, aucun changement apporté au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société n'a eu d'incidence importante ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de celle-ci.

Dividende

Le 30 mai 2018, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,09 \$ par action à l'intention des porteurs d'actions à droit de vote multiple et d'actions à droit de vote subalterne. Le dividende sera payé le 13 juillet 2018 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 29 juin 2018.



Le conseil d'administration a déterminé que ce dividende trimestriel était approprié en fonction des résultats d'exploitation de la Société, de ses surplus et de ses besoins de trésorerie courants et prévus, ainsi que de sa situation financière, des restrictions contractuelles et des engagements stipulés dans les ententes de financement (y compris les restrictions prévues par la convention de crédit à terme, la convention de crédit renouvelable ou d'autres conventions importantes), du contrôle de la solvabilité que le droit commercial lui impose et d'autres facteurs pertinents.

Le versement de chaque dividende trimestriel doit être déclaré par le conseil d'administration. Le montant réel, la date de déclaration, la date d'inscription et la date de versement de chaque dividende trimestriel sont déterminés au gré du conseil d'administration.

Facteurs de risque

Pour obtenir une description détaillée des facteurs de risque associés à la Société, veuillez vous reporter à la rubrique « Facteurs de risque » du rapport de gestion de la Société pour le quatrième trimestre et l'exercice terminés le 31 janvier 2018. À la connaissance de la Société, aucun changement important se rapportant à ces facteurs de risque ne s'est produit par rapport aux facteurs de risque publiés à cette date.

Information sur les actions en circulation

Au 29 mai 2018, les actions émises et en circulation et les options sur actions émises et en cours se composaient comme suit :

- 62 952 472 actions à droit de vote multiple sans valeur nominale.
- 36 010 259 actions à droit de vote subalterne sans valeur nominale.
- 3 400 153 options sur achat d'actions visant l'acquisition d'actions à droit de vote subalterne.

Information supplémentaire

De l'information supplémentaire sur BRP inc. est disponible sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

